



Pour nous contacter : contacts@npa-dr.org

Lettre n° 377 du 30 mars 2025

Au sommaire :

- **La fuite en avant belliciste de Macron ne le sauvera pas de la déroute. Non à la guerre, l'ennemi est dans notre propre pays !** - *Yvan Lemaitre*
- **Il y a 5 ans, le Covid produit, révélateur et accélérateur de l'impasse capitaliste** - *Isabelle Ufferte*

La fuite en avant belliciste de Macron ne le sauvera pas de la déroute, Non à la guerre, l'ennemi est dans notre propre pays !

Mercredi soir, la veille du sommet européen sur la sécurité qu'il recevait à Paris, Macron a accueilli Zelensky à l'Élysée tentant de s'approprier une part de la popularité de ce dernier auréolé de l'image que les grandes puissances lui ont fabriquée de défenseur des valeurs de l'Occident, de la démocratie et de la liberté contre la tyrannie et l'agression de Poutine. « *Il n'y a qu'un agresseur, la Russie, et qu'un résistant, vous* », a-t-il résumé perpétuant la fable de la propagande de l'Otan pour justifier sa guerre par procuration contre la Russie, une supercherie. L'agression de Poutine contre l'Ukraine n'est pas de la seule responsabilité d'un tyran mégalo mais bien, dans leur monde capitaliste où les relations entre les nations sont régies par la loi du plus fort, l'aboutissement inévitable de la politique d'encerclement de la Russie par les vieilles puissances impérialistes occidentales depuis l'effondrement de l'URSS.

Le revirement des USA mis en œuvre par Trump en est la démonstration s'il en était besoin. Les champions de « *la paix par la force* » n'ont aucun souci des droits des peuples, ils les utilisent en fonction de leurs intérêts en Ukraine comme au Moyen Orient ou sur toute la planète.

Dans cet affrontement mondial, les puissances européennes jouent leur propre partition, tout autant rivales qu'alliées, en cherchant à s'inviter dans les négociations en cours dont elles sont écartées comme les défenseurs de l'Ukraine et de Zelensky face aux USA qui les lâcheraient. Dans ce jeu de rôle diplomatique-militaire, les USA sont les maîtres. La France ne peut que s'inscrire dans leur politique dans le cadre d'un éventuel accord pour monnayer ses services, avoir sa part dans le partage des richesses. L'Allemagne, la Grande Bretagne, l'ensemble des trente pays alliés de l'Ukraine, la « *coalition des volontaires* », qui se sont réunis jeudi à l'Élysée pour « *finaliser* » les « *ga-*

ranties de sécurité » à apporter à Kiev en cas d'accord de paix avec la Russie, n'ont pas d'autre objectif quelle que soit leur disparité. Ce sommet était une mise en scène des services éventuels que la France et la Grande Bretagne et leurs alliés « *volontaires* » pourraient apporter aux USA pour assurer le service après-vente d'un accord de paix toujours bien improbable, le « *réassurance* » disent-ils, pour garantir « *une paix juste et durable* » qui envisage d'abord et avant tout d'armer l'Ukraine pour maintenir le front, poursuivre la guerre... par procuration tout en envisageant un déploiement direct de troupes terrestres européennes en Ukraine.

L'armement, une rente pour le capital assisté par l'État contre la société

Ce sommet de « *la coalition des volontaires* » visait aussi à justifier la frénésie de réarmement engagée dans toute l'Europe et dont Macron se fait le champion. Il espère ainsi gagner du crédit pour imposer sinon une réelle union nationale du moins un consensus pour sortir de la mascarade parlementaire, combler la politique du vide de Bayrou et surtout servir les intérêts du capitalisme français et de ses fleurons de l'armement. Il s'agissait, avec la collaboration de Zelensky, de donner à la menace fantasmée que représenterait la Russie pour l'Europe la force d'une évidence, la mise en scène d'un mensonge d'État de la même nature que celui qui a fait de la guerre par procuration contre la Russie une guerre pour le droit des peuples !

La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen avait donné le ton : « *Nous sommes à l'ère du réarmement et l'Europe est prête à augmenter massivement ses dépenses de défense, à la fois pour répondre à l'urgence à court terme d'agir et de soutenir l'Ukraine,*

mais aussi pour répondre à la nécessité à long terme d'assumer davantage de responsabilités pour notre propre sécurité européenne ».

Ce déploiement militariste vise bien au-delà de l'Ukraine et de la Russie. Il participe de l'évolution des rapports entre les nations dans le cadre du capitalisme mondialisé, d'une économie mondiale ralentie et d'une exacerbation de la concurrence impulsée par la guerre commerciale engagée par les USA. La préoccupation de Macron et des dirigeants européens est de défendre les intérêts de leurs capitalistes face aux bouleversements des rapports de force en cours alors qu'ils sont incapables d'avoir une politique commune, de dépasser leurs rivalités.

Leur Europe, loin d'être une Europe de la paix, est l'Europe de la concurrence, des rivalités commerciales, de la guerre contre les travailleurs et les peuples.

La croissance par la guerre, la condamnation d'un système prédateur failli

Ils espèrent que « l'économie de guerre » suscitera une dynamique de croissance pour une économie en panne. La politique d'armement serait le moyen de sortir de la stagnation économique.

C'est bien évidemment cynique, à l'image de la corruption morale de leur système parasite et prédateur, destructeur et de la classe qui le dirige. C'est aussi une illusion. La fuite en avant militariste ne sauvera pas plus Macron que le capitalisme français de leur échec et déclin. Elle pourrait même, et c'est le plus probable, l'approfondir, l'accélérer.

De la même manière que l'industrie du luxe destinée à la seule consommation des riches et des privilégiés, la production d'armes produit de la plus-value pour les capitalistes de l'armement et les actionnaires mais elle est totalement parasitaire et n'offre aucune possibilité permettant au capital de surmonter sa crise d'accumulation, son incapacité à produire suffisamment de profits pour répondre aux besoins de la masse de capitaux. De la même façon que la fortune d'Arnault, la fortune de Dassault ne peut et ne pourra donner un nouveau dynamisme au capitalisme français, capitalisme rentier habitué à vivre des subventions de l'État pour investir là où il peut faire des profits, spéculer sur les marchés financiers, délocaliser plutôt que de procéder à des investissements productifs.

Le seul avenir que porte l'industrie d'armement est la guerre, une industrie de destruction et de mort.

En réalité, à l'époque d'un capitalisme mondialisé qui atteint ses limites, l'investissement dans l'industrie d'armement non seulement illustre le parasitisme du système mais devient un facteur d'aggravation de son marasme en limitant encore plus les investissements productifs dans d'autres secteurs, en aggravant les déficits budgétaires et, en conséquence, les politiques d'austérité.

Quelles que soient les sources de financement que trouveront l'État et les banques, la course à l'armement aggravera les difficultés économiques du simple fait du contexte international de guerre économique.

L'euphorie militariste et belliciste qui gagne les classes dirigeantes d'Europe sous la pression des USA et de Trump est pure folie. Elle accélère la marche à la faillite du système qui, si la classe ouvrière n'intervient pas, débouchera sur un chaos guerrier mondialisé.

Guerre militaire et guerre sociale, une même politique de classe pour la survie d'un système failli

Nous ne sommes qu'au tout début de ce possible scénario. Les tensions commerciales n'en sont qu'à leur début et la situation économique continuera de se dégrader imposant au gouvernement de multiplier les coupes austéritaires, les attaques contre les travailleurs, les licenciements. Pour monter le budget annuel de l'armée à au moins 75 milliards d'euros par an comme l'exige Macron, qui parle même de 100 milliards par an en 2029, l'État devra s'endetter toujours plus alors que les tensions internationales, la guerre douanière que se mènent les États-Unis et l'UE, ruinent les perspectives de croissance de l'économie et avec elles les rentrées d'argent de l'État. En même temps, les taux auxquels les spéculateurs leur prêtent s'envolent alors que le paiement des seuls intérêts de la dette est déjà estimé à 53 milliards d'euros. Pour verser aux financiers-usuriers la rente des intérêts de la dette, l'État n'a pas d'autres choix que de poursuivre sa politique de destruction des acquis sociaux des travailleurs, privatiser la Sécurité sociale, le système de retraites, couper dans ses dépenses.

L'organisation méthodique de la régression sociale par les attaques contre les services publics, les licenciements et la précarité au nom d'une politique simple et brutale, faire travailler plus moins de salariés pour gagner moins.

Cette politique pourra maintenir les profits des grands groupes et des financiers-usuriers au détriment du monde du travail et de toute la société avant qu'elle ne plonge l'économie dans la récession ou ne provoque un krach financier, voire la faillite de l'État.

Le militarisme et la guerre sociale sont deux moments d'une même politique de classe, la lutte contre le monde du travail et les peuples pour extraire toujours plus de plus-value. L'exploitation a pour corollaire la course à la compétitivité, la concurrence et les rivalités économiques et commerciales, dont le militarisme est l'instrument, la guerre la conséquence.

C'est bien pourquoi l'ennemi est dans notre propre pays, notre propre bourgeoisie et son État.

La politique de Macron et de l'État conduit vers un nouvel épisode aigu de la crise politique et sociale

Macron voit dans le réarmement, la guerre, une nouvelle opportunité de reprendre la main, de s'imposer enfin comme Bonaparte au-dessus de la mascarade parlementaire et des rivalités politiciennes autour d'un consensus national. Dupe de sa propre agitation diplomatique et de

ses propres discours, il ne sera pas plus capable de rassembler les pays de l'UE que de rassembler l'opinion et les travailleurs derrière sa politique, même s'il peut se féliciter de la veulerie de la gauche syndicale et politique.

Macron et sa révolution qui prétendaient répondre au discrédit de la droite et de la gauche n'ont fait qu'accroître ce discrédit qui non seulement se retourne contre les institutions mais dont il est, lui-même, devenu l'objet. Il prétendait incarner un pouvoir bonapartiste autoritaire pour, au final, devenir le plus détesté de tous les politiciens. À défaut de devenir Bonaparte, il est devenu, au sein du marais politicien, le symbole même du double langage, du « en même temps » et de l'impuissance bavarde. Son nouveau personnage de chef militaire européen pour la paix se résumera à une nouvelle imposture pour se terminer en déroute et céder la place à l'extrême droite trumpsisée qu'il disait combattre...

Pour contrer cette aggravation de la crise sociale et politique qui se nourrissent l'une de l'autre, le monde du travail a besoin d'une politique de classe indépendante ouvrant une perspective au mécontentement qui, à défaut de rompre avec le système, se laisse dévoyer, s'hystérise parce qu'il reste prisonnier du système qui l'opprime et des démagogues qui le servent.

Notre manuel de survie, la solidarité de classe internationaliste contre ceux qui conduisent à la catastrophe

La politique militariste et son corollaire, la guerre aux travailleurs, nourrissent une propagande réactionnaire tous azimuts, militarisme, racisme, nationalisme, masculinisme, mépris et criminalisation des classes populaires et de la jeunesse, volonté d'embrigadement qui tirent la société en arrière contre les progrès inscrits dans l'évolution sociale.

Emporté par ce zèle propagandiste pour subjuguier les esprits, une semaine après l'annonce par Macron du projet du gouvernement d'envoyer un « *manuel de survie* » à tous les Français d'ici l'été, la Commission européenne a, elle, présenté cette semaine sa « *stratégie de préparation et de gestion de crises* » pour préparer le continent à faire face « *aux risques de guerre, aux tensions géopolitiques croissantes, aux cyberattaques et aux ingérences étrangères* » ainsi qu'aux risques environnementaux et sanitaires.

Cette propagande débridée est ridicule mais aussi et surtout un aveu de la façon dont les États envisagent l'avenir qu'ils nous préparent.

Et leur réponse, c'est « *un kit de survie* » !

Le plus imaginatif des contestataires n'aurait pu imaginer une telle farce ! Une farce cynique en réalité de la part de ceux qui prétendent diriger la société, un acte d'accusation contre un système hors contrôle qui conduit à la catastrophe.

Et ces gens-là prétendent vouloir protéger les populations ! Ce sont bien les populations qui ont besoin de se protéger par elles-mêmes des catastrophes que leur politique engendre en sacrifiant les intérêts de la collectivité à une minorité parasite mue par une féroce manie d'accumuler des richesses et du pouvoir.

Pour le monde du travail, la jeunesse, les femmes, toute la population, empêcher cette marche à la catastrophe, c'est refuser de devenir leurs soldats dans leurs guerres pour leurs profits pour devenir les combattant-es de la solidarité internationaliste entre les travailleur-ses et les peuples, par-delà les frontières, contre les tyrans et la dictature du capital, pour le socialisme.

Yvan Lemaitre

Il y a 5 ans, le Covid produit, révélateur et accélérateur de l'impasse capitaliste

En mars 2020, la planète basculait dans une pandémie, née en Chine, qui allait faire entre 13 et 17 millions de morts selon l'Organisation mondiale de la Santé, fin 2021, et allait paralyser l'économie mondiale, entravant les chaînes d'approvisionnement, provoquant de longues pénuries de produits et encore plus de misère. Entre 2019 et 2021, le nombre de personnes sous-alimentées bondissait de 618 à 828 millions. Le Covid révélait l'état de décomposition du capitalisme mondialisé financiarisé et l'incurie, le cynisme des classes dominantes et de leur personnel politique, tous dépassés par les conséquences de leur pillage, la fuite en avant de leur système. Un puissant facteur d'accélération de la lutte des classes et des prises de conscience.

Bien que bardée de frontières, de murs et de miradors, de règlements douaniers, la mondialisation capitaliste a unifié la planète. Les capitaux en mal de rendement se déplacent à la vitesse de la lumière, la recherche convulsive de « *baisse des coûts* » déplace les productions en fonction du seul profit attendu, mettant en concurrence les prolétaires du monde entier en même temps qu'elle les lie à travers les chaînes de valeur.

Le covid s'est répandu à la vitesse fulgurante des échanges internationaux, ignorant les barrières douanières. En quelques semaines, l'ensemble des services de santé de la planète, déjà moribonds, étaient saturés, faisant voler en éclat les prétendues vertus du marché, des privatisations et de la financiarisation. Les images des hôpitaux

submergés, des immenses files d'ambulances, des morgues improvisées au cœur des mégapoles les plus riches du monde ont envahi les écrans.

Les gouvernements paniqués ont oscillé entre le déni, la volonté de maintenir coûte que coûte les usines ouvertes tel Trump obnubilé par les cours de Wall Street (400 000 morts aux USA en quelques mois), et la nécessité de limiter les pertes en vies humaines nécessaires à la réalisation de plus-value. N'ayant rien anticipé, responsables de l'état de délabrement, les classes dominantes et leurs Etats ont alors décidé de confiner et fliquer, enfermer les classes populaires, les travailleur·ses. Quatre milliards de personnes, la moitié de la population mondiale, ont été confinées. Un emprisonnement général dans un climat anxiogène, l'arrêt de la grande majorité des activités sociales dont les conséquences ont touché de plein fouet les plus précaires, les malades et la jeunesse particulièrement impactée.

Face à l'impuissance et la paralysie des Etats, les mensonges des gouvernants et des patrons cherchant à masquer leurs responsabilités, les travailleur·es et les classes populaires ont pris les choses en main. Personnels de santé, d'Ehpad, employé·es de commerces, éboueurs, enseignant·es, travailleur·ses sociaux, retraité·es... les premiè·res de corvée ont organisé tout ce qui pouvait continuer à fonctionner, palliant l'incurie des classes dominantes pétrifiées.

Les causes de la pandémie au cœur même du système, crise écologique et ère des pandémies

La pandémie, ses conséquences n'ont rien eu de « naturel ». Elles ont été le produit de la marche même d'un système économique étendu à l'ensemble de la planète, soumis à la recherche effrénée de profit.

Alors que les scientifiques alertaient depuis plusieurs années sur le risque d'une pandémie, le Covid-19, identifié en Chine à Wuhan en décembre 2019, a pris une dimension mondiale en quelques semaines. C'était la troisième émergence d'un coronavirus après le SRAS parti, lui aussi, de Chine en 2002 et le MERS d'Arabie Saoudite en 2012, tandis que des virus grippaux d'origine aviaire transmissibles à l'homme faisaient leur apparition. Ces épidémies sont une des conséquences des bouleversements des équilibres naturels et des interactions humaines avec l'écosystème, l'exploitation intensive de la nature, les déboisements massifs rapprochant l'homme d'espèces sauvages, l'élevage industriel, associés à des conditions de travail et de vie imposées aux travailleur·ses méprisant les règles d'hygiène. Un cocktail détonnant, annonciateur de pandémies dont alertaient les scientifiques confrontés à l'indifférence et l'hostilité des classes dominantes incapables de mettre en œuvre une véritable politique sanitaire et de coopération internationale, indispensable pour prévenir et anticiper la pandémie annoncée.

La « réponse » des autorités ne pouvait dès lors qu'être tournée contre les populations, violente, comme en Chine

où les autorités en plein déni déclaraient la politique zéro Covid. Le gouvernement y instaurait de longues périodes de confinement total doublé d'une répression féroce, allant jusqu'à murer les entrées d'immeubles et enfermer les ouvrier·es dans les usines, surveillées par des cohortes de policiers à l'aide des technologies modernes. Une politique qui provoqua des affrontements dans de nombreuses villes et plusieurs nuits d'émeute dans la plus grande usine au monde de fabrication d'iPhone.

Un système sanitaire délabré par la course à la rentabilité

Durant des décennies, tous les Etats ont mené une même politique de démantèlement des services publics, en particulier des systèmes de santé, les rendant incapables de faire face à la catastrophe annoncée.

En France, cette faillite criminelle a été révélée par l'absence sidérante de réserve de masques, de surblouses, le manque de respirateurs, de tests de dépistage... et, par-dessus tout, de personnels, infirmières, aides-soignants, brancardiers, médecins, et de lits avec 100 000 fermetures en 20 ans par les différents gouvernements !

Pour prendre en charge l'afflux de malades du Covid, les services ont dû être vidés de tout ce qui n'était pas urgence vitale, des examens et hospitalisations ont été annulés avec, pour certains, de graves pertes de chances ou risques. Des patients ont été déplacés d'une ville à l'autre, des trains transformés en services de réanimation ambulants. Les Ehpad, déjà lieux hors du monde, ont enfermé personnes âgées et soignant·es.

Gouvernement et « autorités de santé », livraient chaque soir un décompte macabre, prenaient prétexte d'arguments scientifiques ou présentés comme tels pour justifier la pénurie, tentant de reporter leur responsabilité sur la population appelée à « *rester chez soi* ». Une politique qui ne pouvait que susciter de la défiance qui s'est étendue aux multinationales du médicament à l'arrivée de vaccins. Des craintes sur lesquelles ont surfé démagogues et conspirationnistes tandis que le gouvernement instaurait amendes et pass vaccinal, allant jusqu'à suspendre des soignant·es non vacciné·es alors que les hôpitaux manquaient de tout.

Big pharma, vaccins, brevets, argent public... et profits

La mise au point très rapide de vaccins anti-covid efficaces a pourtant été une extraordinaire illustration des possibilités ouvertes par les progrès scientifiques, le travail humain et la coopération internationale. Mais la gestion des vaccins, l'organisation de leur production et de leur répartition, la façon dont les gouvernements ont entendu les imposer, témoignent de l'incapacité des classes dominantes et du mode de production capitaliste à répondre aux besoins collectifs même dans de telles situations.

Moderna, Pfizer, BioNTech, AstraZeneca, Johnson & Johnson ont été arrosés de milliards d'argent public par les Etats pour mettre au point des vaccins le plus vite pos-

sible sans aucun contrôle ni exigence. Les labos ont en toute impunité protégé leurs vaccins par des brevets pour les vendre à un prix inaccessible aux pays pauvres, provoquant une contestation à laquelle ont participé nombre de chercheur·ses et médecins. Une tribune appelait ainsi à la levée des brevets dans *Le Monde* : « *si 49 % des habitants de l'UE ont reçu au moins une dose, seulement 2 % de la population du continent africain a bénéficié d'une première injection [...] Face à l'urgence, une soixantaine de pays dont l'Inde et l'Afrique du Sud, durement touchés par l'épidémie, ont demandé à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) une dérogation au droit de propriété intellectuelle qui [permettrait] aux pays du Sud de produire et distribuer leurs propres vaccins et traitements* ». Ils dénonçaient « *ce n'est pas le système de propriété intellectuelle qui a permis l'innovation mais bien l'engagement financier des États* ».

Le 16 novembre 2021, Oxfam France écrivait « *Pfizer, BioNTech et Moderna réaliseront des bénéfices avant impôts de 34 milliards de dollars cette année, ce qui représente plus de mille dollars par seconde, 65 000 dollars la minute ou 93,5 millions de dollars par jour. Les monopoles détenus par ces entreprises ont produit cinq nouveaux milliardaires pendant la pandémie, avec une richesse nette combinée de 35,1 milliards de dollars* ».

Là où la situation exigeait une coopération et une organisation internationales de la production et de la distribution des vaccins et de médicaments, un service public mondial de la santé, Big pharma et les Etats riches, se disputant leurs productions au prix fort, organisaient le chaos, le gaspillage, la pénurie.

Argent magique, explosion de la dette et intensification de la lutte de classe

Les Etats ont grand ouvert les caisses publiques pour arroser le capital d'une masse inouïe d'« *argent magique* ». Une facture du « *quoi qu'il en coûte* » qu'en France Le Maire estimait en août 2021 à 240 milliards d'euros. Dès mars 2020, réunis au G20, les dirigeants des grandes puissances avaient annoncé injecter « *plus de 5 000 milliards de dollars* » dans l'économie mondiale pour, disaient-ils, « *contrer les répercussions sociales, économiques et financières de la pandémie* »... En clair tenter d'éviter le krach généralisé, préserver envers et contre tout le système financier avec l'argent public que les Etats auraient mission de récupérer sur les travailleur·ses. Fin 2020, l'endettement public mondial atteignait 277 000 milliards de dollars, l'équivalent de 432 % du produit intérieur brut (PIB) mondial.

Dans le même temps, les Etats donnaient toute latitude aux capitalistes pour contourner le droit du travail. En France, la « *loi d'urgence sanitaire* » permettait d'allonger le temps de travail jusqu'à 60 heures par semaine et de prendre sur les RTT, comptes épargne temps ou congés pour le confinement. 300 milliards de prêts bancaires garantis par l'État étaient octroyés au patronat, 110

milliards pour le remboursement du chômage partiel ou le paiement des cotisations sociales...

Plus jamais ça ?

Tenant de désamorcer la colère, Macron promettait en mars 2020 de « *tirer les leçons du moment que nous traversons, interroger le modèle de développement dans lequel s'est engagé notre monde depuis des décennies et qui dévoile ses failles au grand jour* »... Qui pouvait y croire ?

Les personnels de santé, auxquels chaque soir les applaudissements solidaires des confiné·es rendaient hommage, condamnant en creux l'incurie du gouvernement, ont eu droit à une... médaille en guise de « *reconnaissance* » ! Macron a invité les patrons à verser une prime, laissée à leur bon vouloir. Les personnels de santé, du médico-social puis une grande partie des travailleur·es sociaux ont fini par obtenir une prime mensuelle de 183 euros nets (160 nets dans le privé lucratif), vécue comme une provocation alors que le système de santé continuait sa dégradation, submergé par une vague de démissions. Les fermetures ont continué, 17 000 sur les 3 dernières années. Les services d'urgence, particulièrement impactés, fonctionnent en mode dégradé quand ils ne sont pas fermés... L'ensemble des hôpitaux, pris à la gorge par la dette et les banques, et la moitié des cliniques privées sont aujourd'hui en déficit.

Dans le monde entier, les grandes déclarations post-Covid ont laissé place à une fuite en avant décomplexée, entièrement dévouée aux intérêts du capital et porteuse de nouvelles catastrophes économiques, sociales, écologiques et sanitaires.

Ce 28 mars, alors que les Etats-Unis font face à une nouvelle crise de santé publique avec le retour de la rougeole, JR Kennedy, ministre de la santé, antivax notoire, annonçait la suppression de 20 000 postes sur 82 000 au ministère de la santé, en particulier dans les agences chargées de la réponse aux épidémies. Le lendemain, c'est le haut responsable des vaccins de l'Agence du médicament qui était écarté. Cela alors que les USA ont annoncé, au nom de l'*America first*, le démantèlement de l'USAID, agence américaine pour le développement international qui finançait l'essentiel des programmes humanitaires. Un « *cataclysme* » pour les ONG qui dénoncent « *l'impact colossal sur la santé mondiale avec la multiplication des virus, épidémies et pandémies, qui, eux, n'ont pas de frontières* ».

Pour que les premières de corvée, celles et ceux qui font marcher la société la prennent en main

La pandémie a accéléré les prises de conscience et amplifié la rupture politique, morale, de toutes celles et ceux constamment en première ligne, avec les classes dominantes et leurs gouvernements.

La contradiction entre la rapidité avec laquelle scientifiques et techniciens ont été capables de produire un

vaccin et l'irresponsabilité, l'incurie des groupes capitalistes et des Etats, la désorganisation qui en résulte, est devenue une évidence pour tou·tes. La prise en main par les premiè·res de corvée de l'urgence sanitaire et sociale a transformé le regard que les travailleur·ses, les classes populaires portaient sur eux-mêmes, faisant écho au mouvement des Gilets jaunes qui, quelques mois plus tôt, affirmait « *c'est nous qui travaillons, c'est nous qui décidons !* ».

Même de façon confuse, l'idée que les solutions existent qui reposent sur les moyens humains, scientifiques, techniques prenait un contenu concret. Se poser la question de les mettre en œuvre posait celle de s'affronter à la propriété capitaliste, le parasitisme de la minorité, libérer l'économie de la course au profit.

Cinq ans plus tard, cette expérience concrète, intime, s'est enrichie de nouvelles leçons, en particulier celles de la lutte des retraites et une nouvelle démonstration de l'impasse du réformisme syndical et politique. L'offensive pour faire payer le « *quoi qu'il en coûte* » aux travailleur·ses, l'inflation galopante qui a laminé les salaires et les conditions de vie des classes populaires et de la jeunesse, les profits exorbitants d'une poignée de milliardaires, aujourd'hui la marche à la guerre, transforment les consciences.

Les contradictions ont continué de s'exacerber, tout particulièrement dans la santé. Elles appellent au niveau de toute la société les mêmes réponses, par en bas, de celles et ceux qui travaillent et auxquels il appartient de décider.

Isabelle Ufferte